

**MEMORIAL**  
**Journal Officiel**  
**du Grand-Duché de**  
**Luxembourg**



**MEMORIAL**  
**Amtsblatt**  
**des Großherzogtums**  
**Luxemburg**

---

**RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE**

---

**B — N° 1**

**10 janvier 2003**

---

**S o m m a i r e**

<b>Arrêté grand-ducal du 28 octobre 2002 autorisant Monsieur Edmondo João Dos Santos Oliveira et Madame Evelyne Metz à changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Malik Dos Santos Oliveira en celui de «OLIVEIRA» .....</b>	<b>2</b>
<b>Arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 portant nomination des membres du Conseil d'administration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications.....</b>	<b>2</b>
<b>Administration Gouvernementale – Examen de fin de stage - Nominations .....</b>	<b>2</b>
<b>Administration Pénitentiaire – Examens-concours .....</b>	<b>3</b>
<b>Centre Informatique de l'Etat – Examens .....</b>	<b>3</b>
<b>Consulats – Nomination – Prorogation de mandats .....</b>	<b>3</b>
<b>Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Examens-concours .....</b>	<b>3</b>
<b>Pharmacie – Concession vacante .....</b>	<b>4</b>

---

**Arrêté grand-ducal du 28 octobre 2002 autorisant Monsieur Edmondo João Dos Santos Oliveira et Madame Evelyne Metz à changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Malik Dos Santos Oliveira en celui de «OLIVEIRA».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Edmondo João *Dos Santos Oliveira* et Madame Evelyne Metz, demeurant à L-9353 Bettendorf, 7, rue du Château, sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Malik *Dos Santos Oliveira*, né le 28 avril 2002, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «Oliveira»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Diekirch;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Edmondo João *Dos Santos Oliveira* et Madame Evelyne Metz sont autorisés à changer le nom patronymique actuel de leur enfant mineur Malik *Dos Santos Oliveira* en celui de «Oliveira».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,  
**Luc Frieden**

Vorderriss, le 28 octobre 2002.  
**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 20 décembre 2002 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications et notamment son article 8;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Economie et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour une durée de cinq ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003:

**a) au titre de représentants de l'Etat :**

M. Gaston REINESCH, président, Administrateur général, Ministère des Finances;

M. Georges SCHMIT, vice-président, Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie;

M. Serge ALLEGREZZA, Conseiller de Gouvernement 1<sup>re</sup> classe, Ministère de l'Economie;

M. Jean GUILL, Directeur du Trésor, Ministère des Finances;

M. Georges SANTER, Ambassadeur, Secrétaire Général, Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense;

M. Jean-Paul ZENS, Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère d'Etat.

**b) au titre d'usagers des services de l'entreprise:**

M. Pierre AHLBORN, Administrateur-délégué de Banque;

M. Michel BRACHMOND, Sous-directeur, Chambre des Métiers.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre de l'Economie,  
**Henri Grethen**

Palais de Luxembourg, le 20 décembre 2002.  
**Henri**

**Administration gouvernementale. – Examen de fin de stage.** – Le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera au cours du mois de mai 2003 un examen de fin de stage dans la carrière supérieure de l'attaché de gouvernement.

**Administration gouvernementale. – Nominations.** – Par arrêté grand-ducal du 29 novembre 2002, Monsieur Henri *Haine*, conseiller de direction à l'administration gouvernementale, a été nommé conseiller de direction 1<sup>ère</sup> classe à la même administration. Par arrêté grand-ducal du 21 novembre 2002, Madame Myriam *Bamberg*, attaché d'administration à l'administration gouvernementale, a été nommée attaché de gouvernement à la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 8 novembre 2002, Monsieur Serge *Alzin*, inspecteur principal à l'administration gouvernementale, a été nommé attaché de gouvernement 1<sup>er</sup> en rang hors cadre à la même administration. Par arrêté grand-ducal du 8 novembre 2002, Monsieur Jean-Lou *Hildgen*, inspecteur principal à l'administration gouvernementale, a été nommé attaché de gouvernement 1<sup>er</sup> en rang hors cadre à la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 21 novembre 2002, Madame Karin *Berend*, chef de bureau adjoint à l'administration gouvernementale, a été nommée chef de bureau à la même administration. Par arrêté grand-ducal du 14 novembre 2002, Monsieur Marc *Muller*, chef de bureau adjoint à l'Office des Assurances Sociales, a été nommé chef de bureau adjoint hors cadre à l'administration gouvernementale avec effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

**Administration pénitentiaire. – Examens-concours.** – L'administration pénitentiaire organisera au mois de février 2003 un examen-concours d'admission au stage dans les carrières du psychologue, de l'assistant social, de l'éducateur gradué et du sous-officier; les épreuves préliminaires aux examens-concours dans les trois langues administratives auront lieu début janvier 2003.

**Centre Informatique de l'Etat. – Examens.** – Le Centre Informatique de l'Etat organisera au cours du mois de mars 2003 des sessions d'examens pour opérateur, programmeur d'application et programmeur de système.

**Consultats. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 6 décembre 2002, Monsieur Ronald *Mayer* a été nommé aux fonctions de Consul Général du Grand-Duché de Luxembourg à Strasbourg, avec juridiction sur les Départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et du territoire de Belfort.

**Consulats. – Prorogation de mandats.** – Par arrêté grand-ducal du 3 décembre 2002, le mandat consulaire de Monsieur Nicos *Efthymiades*, Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Thessalonique, a été prorogé pour une période d'une année.

Par arrêté grand-ducal du 3 décembre 2002, le mandat consulaire de Monsieur Franz *Harnoncourt-Unverzagt*, Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Graz, a été prorogé pour une période renouvelable de cinq ans.

**Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative. – Examens-concours.** – Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative organisera au cours du mois de février 2003 un examen-concours

**le 12 février 2003:** examen-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'universitaire (recrutement externe)

#### Relevé des vacances de poste:

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur, de la Coopération, de l'Action Humanitaire et de la Défense Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en droit*, sciences économiques, sciences politiques ; relations internationales ; sciences humaines et un conservateur des archives	6
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en droit*	1
Ministère de l'Economie Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en droit* ou en économie	1

Département ministériel, administration ou service public	Nombre de postes vacants
Ministère de l'Environnement Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en sciences environnementales ou sciences humaines	1
Ministère d'Etat Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en relations internationales ou en sciences politiques et en journalisme/communication ou d'études analogues	2
Ministère de la Justice Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en droit*	4
Ministère des Transports Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en droit* ou en économie	2
Archives Nationales Formation demandée : Un cycle universitaire de quatre années en paléographie médiévisique	1
Administration des Contributions Directes Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en informatique	1
Direction du Contrôle Financier Formation demandée : Un cycle universitaire complet de quatre années en droit*	1

\* Le certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois est exigé pour tous les postes pour lesquels une formation en droit est demandée.

Le relevé sera complété par les postes devenant vacants, entre autres par le numerus clausus 2003, jusqu'à la date de la publication des résultats.

Les épreuves préliminaires aux examens-concours en vue du contrôle de la connaissance des langues luxembourgeoise, allemande et française auront lieu début février 2003.

**Pharmacie. – Concession vacante.** – Par arrêté ministériel du 17 décembre 2002 une concession de pharmacie a été créée dont le périmètre est déterminé par le territoire du canton de Mersch à l'exception de la commune de Mersch.

Les candidats qui désirent solliciter l'octroi de cette concession sont invités à faire parvenir leur demande au Ministère de la Santé jusqu'au 13 février 2003 au plus tard. Les demandes provenant de pharmaciens d'une concession personnelle sont recevables. La demande devra être accompagnée des documents et renseignements suivants:

1. une courte notice biographique,
2. le diplôme conférant le grade de pharmacien,
3. une copie de l'autorisation d'exercer la profession de pharmacien au Luxembourg,
4. un certificat de nationalité,
5. les certificats relatifs aux occupations pharmaceutiques au Luxembourg ou dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, postérieures à l'obtention de l'autorisation d'exercer au Luxembourg ou dans l'autre pays membre.
6. S'il y a lieu, les titres scientifiques accompagnés d'une pièce documentant qu'ils ont été inscrits au registre des diplômes visé à la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

Le cahier des charges, rédigé au prescrit de l'article 5 du règlement grand-ducal du 27 mai 1997 portant exécution de la loi du 4 juillet 1973, concernant le régime de la pharmacie, sera tenu à la disposition des intéressés dans les bureaux du Ministère de la Santé, Allée Marconi, à Luxembourg, à partir du jour de la publication du présent avis au Mémorial.